

Des produits durables : une chance pour les petits paysans

Par produits durables, on entend des produits dont la production et la commercialisation ont un impact social, écologique et économique plus positif ou moins négatif que les produits conventionnels. Le marché pour de tels produits est actuellement encore en forte expansion. De nombreux consommateurs préfèrent les produits certifiés durables car ils y voient des bénéfices en termes de santé, de protection de l'environnement et aussi de goût. Alors que dans les pays en développement les produits durables ne trouvent encore que peu de débouchés, dans les pays émergents la situation pourrait changer très vite.

A première vue, il semblerait que les paysans des pays en développement ont tout intérêt à s'engager dans la production biologique, notamment parce qu'ils disposent d'une nombreuse main d'œuvre bon marché, un atout pour ce type de production. En outre, l'agriculture traditionnelle pratiquée par la plupart des petits paysans ne diffère que peu de l'agriculture biologique. Mais plusieurs désavantages contrebalancent ces avantages comparatifs. Premièrement, au contraire de ce qui se passe dans les pays industrialisés, l'agriculture biologique n'est généralement pas subventionnée dans les pays en développement. Deuxièmement, les coûts fixes pour la certification de produits biologiques sont élevés.

Troisièmement, l'accès aux marchés preneurs et les informations sur ces marchés, de même que (jusqu'à ce jour) l'existence d'un marché intérieur font défaut. Des initiatives visant à encourager la production durable ont été lancées aux niveaux national et international dans le but d'améliorer la situation.

De nombreux pays en développement pratiquent aujourd'hui déjà l'agriculture biologique. Deux études du Fonds international pour le développement agricole (IFAD), en Amérique latine et en Asie, ont examiné l'apport potentiel de l'agriculture biologique à la réduction de la pauvreté. Il s'est avéré qu'en passant de la production conventionnelle à la production biologique, les paysans ont pu systématiquement améliorer leur revenu. Selon leur situation initiale, ils ont pu réduire leurs coûts de production ou augmenter leurs récoltes. En plus, ils ont profité de prix plus élevés pour leurs produits biologiques.

Les études de l'IFAD ont aussi relevé des effets positifs en termes de protection de la nature, même si les travaux de recherche correspondants sont rares pour l'instant. Avec la production biologique, le nombre d'espèces animales et végétales augmente, la fertilité du sol s'améliore et la



Un paysan travaille son champ de coton biologique avec une herse tirée par des bœufs pour enlever les mauvaises herbes et aérer la terre. Maikaal, Inde, projet de coton biologique. (Photo : Frank Eyhorn)

Article de fond

Des produits durables : une chance pour les petits paysans 1

Politique

Lueur d'espoir pour les paysans éthiopiens 3

Menace sur les services des écosystèmes et bien-être humain dans sept pays africains 3

Décentralisation de la gestion des forêts : qu'en est-il ? 4

La connexion de la société de l'information et du développement durable 4

Législation d'aménagement forestier pour l'Europe et l'Asie du Nord 5

Mise en œuvre

Une meilleure récolte de riz avec un investissement moindre ? 5

Le paiement direct – une nouvelle solution pour la coopération au développement 6

Promouvoir l'approche genre et le savoir indigène 6

Apprendre à gérer la dynamique des conflits par le jeu 7

Opinion d'expert

Gérer la demande en eau dans le secteur informel 8

Article de fond

consommation d'eau diminue. C'est ainsi que la production biologique a permis d'obtenir d'excellents résultats dans des contextes agro-écologiques précarisés.

L'agriculture biologique peut donc contribuer à réduire la pauvreté. Elle permet d'augmenter les revenus et de réduire les risques grâce à une plus grande stabilité écologique. Sans compter qu'elle contribue à diversifier la production agricole. Cela dit, réussir le passage à la production biologique n'est pas aisé. Les paysans ont besoin de conseils sur les techniques de culture, d'informations sur les marchés et de compétences en marketing. Finalement, ils sont le plus souvent tributaires d'une aide financière pendant la phase de transition qui dure environ trois ans.

L'évaluation d'un programme de coton biologique soutenu par la Suisse au Mali, au Kirghizistan et au Burkina Faso arrive à des conclusions similaires. Les auteurs soulignent tout spécialement – comme les études de l'IFAD – l'importance d'associations de producteurs fortes. Dans le cadre de telles associations, les paysans pourraient s'organiser et coordonner la commercialisation de leurs produits de manière professionnelle, échanger leurs expériences et assurer le contrôle de la qualité.

L'agriculture biologique est incontestablement un instrument utile pour la réduction de la pauvreté. Pourtant, si un grand nombre de paysans s'y met et que l'offre croît plus vite que la demande, l'avantage des prix s'amenuisera rapidement.

SOURCES

- *Challenging preconceptions about trade in sustainable products. Towards win-win-win for developing countries.* Nicola Borregaard and Annie Dufey. International Institute for Environment and Development (IIED), November 2005 www.iied.org/pubs/pdf/full/15500IIED.pdf
- *Organic Agriculture and Poverty Reduction in Asia: China and India Focus.* International Fund for Agricultural Development (IFAD), July 2005. 137 p. *The Adoption of Organic Agriculture Among Small Farmers in Latin America and the Caribbean.* IFAD, April 2003. 106 p. www.ifad.org/evaluation/public_html/eksyst/doc/thematic/organic/index.htm
- *Evaluation Externe du Programme Coton Biologique Mali, Kirghizistan et Burkina Faso / 2005. Mandat du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) présenté par Joseph Guntern et Christof Dietler.* Octobre 2005. 22 p. www.helvetas.ch/global/pdf/media/medienmitteilungen/2005_11_30_Evaluation_Helvetas.pdf

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

- *Impact de la culture biologique du coton sur les sources de revenus des petits agriculteurs. Résultats du projet Maikaal bioRe en Inde centrale.* Frank Eyhorn, Paul Mäder, Mahesh Ramakrishnan. Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), Octobre 2005. 75 p. Résumé: www.fibl.org/english/cooperation/projects/documents/resume.pdf
- *Organic Cotton Production and Trade Promotion Project by Helvetas/seco in Kyrgyzstan:* www.swisscoop.kg/biocotton

Lueur d'espoir pour les paysans éthiopiens

Les hautes terres éthiopiennes sont prises dans un cercle vicieux d'insécurité alimentaire et de dégradation écologique. De fréquentes périodes de sécheresse, la dégradation des sols et la croissance démographique font que le pays dépend toujours davantage d'importations de nourriture. Des chercheurs de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) ont élaboré des stratégies de développement pour améliorer la situation des ménages et de l'environnement à l'aide d'un modèle bioéconomique qui tient compte d'une multiplicité de facteurs biophysiques et socio-économiques.

Il est ressorti des modèles de calcul que la plantation d'arbres et des programmes « travail contre nourriture » promettent les résultats les plus positifs pour la conservation du sol. Ces mesures peuvent augmenter les revenus des ménages, tout en favorisant une exploitation plus durable des sols. Par contre, l'octroi de crédits pour

l'achat de fertilisants ou la promotion de possibilités de revenus annexes ne sont des mesures utiles que si elles sont couplées à des activités de conservation des ressources naturelles.

Le modèle peut être transposé à d'autres régions, pour autant que celles-ci disposent des données nécessaires à l'analyse.

SOURCE

Policy Analysis for Sustainable Land Management and Food Security in Ethiopia. A Bioeconomic Model with Market Imperfections. Stein Holden, Bekele Shiferaw, John Pender. Research Report 140. International Food Policy Research Institute (IFPRI), 2005. 45 p. www.ifpri.org/pubs/abstract/140/rr140.pdf

Menace sur les services des écosystèmes et bien-être humain dans sept pays africains

Les changements des écosystèmes et leurs services ont une influence déterminante sur le niveau de pauvreté : tel est le constat des auteurs du rapport approfondi de synthèse de l'Evaluation des écosystèmes pour le Millénaire (MEA).

Une étude de la littérature sur les services des écosystèmes en Ouganda s'est servie du cadre MEA.

Après un rapide survol de la géographie physique et humaine de l'Ouganda, les auteurs présentent les principaux services des écosystèmes menacés et les éléments correspondants du bien-être humain, en indiquant les régions concernées. Ensuite, ils mettent en relation les régions où les services écologiques sont mis sous pression et celles où les éléments du bien-être sont menacés et expliquent brièvement les principaux liens. La capacité décroissante à nourrir convenablement la population, la disparition des terres humides, la raréfaction des combustibles et le potentiel de crise élevé

concernant l'approvisionnement en eau sont les principaux problèmes détectés.

Cette étude fait partie d'une série de sept, les six autres portant sur la Tanzanie, le Rwanda, le Mozambique, la Mauritanie, le Mali et le Kenya. À défaut d'être exhaustives, elles n'en donnent pas moins des pistes utiles pour sélectionner des régions prioritaires.

SOURCE

Connecting poverty & ecosystem services: Focus on Uganda. A series of seven country scoping studies. Carissa Wong, Marlene Roy, Dr. Anantha Kumar Duraiappah. UNEP, IISD 2005. 36 p. www.iisd.org/pdf/2005/economics_poverty_uganda.pdf Toutes les études de pays sont disponibles sur le site Internet de l'IISD : www.iisd.org/economics

Décentralisation de la gestion des forêts : qu'en est-il ?

Dans de nombreux pays, des efforts ont été réalisés durant ces deux dernières décennies pour décentraliser la gestion des forêts. On attendait de ce processus une plus grande implication des populations locales, un gain de crédibilité et davantage de démocratie dans la gestion des forêts.

En réalité, la décentralisation n'est pas la panacée et n'induit pas forcément plus d'équité et d'efficacité. Au contraire, elle a souvent déclenché des conflits lorsque des flous dans la législation ou au niveau administratif exacerbent des tensions latentes entre individus ou groupes d'intérêt rivaux.

Pour que la décentralisation ait des résultats positifs en termes de réduction de la pauvreté et de gestion durable des forêts, plusieurs conditions doivent être remplies. Parmi les principaux facteurs de succès identifiés, mentionnons : des droits fonciers clairement établis ; une politique crédible en matière fiscale, salariale et de taxation ; un accès équitable aux ressources forestières ; des possibilités de contrôler les prises de décision ; des droits commerciaux et d'ac-

cès au marché ; une sensibilité à l'égard des traditions culturelles et du savoir indigène.

En clair, la réussite d'un projet de décentralisation dépend de conditions-cadre légales et politiques favorables ainsi que de capacités institutionnelles élémentaires. Elle dépend surtout de la capacité des parties prenantes de négocier, en dépassant l'inégalité des forces et la divergence des intérêts, et de résoudre des conflits. Un tel processus prend du temps et doit être mis en œuvre pas à pas pour permettre aux acteurs et aux institutions de s'adapter et d'apprendre. C'est lorsqu'elle est soutenue en même temps par la base et par les forces dirigeantes que la décentralisation fonctionne le mieux.

SOURCE

Decentralization: Issues, Lessons and Reflections. Doris Capistrano and Carol J. Pierce Colfer. In: *The Politics of Decentralization – Forests Power and People.* pp. 297–313. *The Earthscan Forestry Library, 2005.*



Ramassage de bois de feu dans les forêts secondaires au Cambodge. L'accès aux ressources forestières représente un moyen de subsistance essentiel pour les populations démunies. (Photo : J. Blaser, 2005)

La connexion de la société de l'information et du développement durable

En 2003, une étude devait évaluer le potentiel d'engager de jeunes chercheurs dans 6 pays, afin qu'ils y mettent en contact les décideurs au niveau politique, les praticiens et les académiciens des domaines de la société de l'information et du développement durable.

L'ouvrage « A developing connection » en constitue la suite par l'étude de cas où la démarche précitée a été concrétisée. En Inde, les chercheurs ont réuni des responsables de groupements de base ruraux pour traiter de leurs besoins en technologie d'information et de communication (TIC). Par exemple, sur la question de la gestion de l'eau, ces derniers ont proposé d'y sensibiliser les enfants en milieu scolaire. Ils ont aussi dit leur besoin d'une documentation systématique sur les dimensions environnementales de la gestion de l'eau, et d'avoir accès à la-dite information. Par ailleurs,

ils se sont exprimés quant au recours aux TIC concernant l'utilisation des engrais, la déforestation et les désastres naturels.

Toutefois, dans un contexte de stratification sociale, comme le système des castes, il n'est pas aisé que les décideurs considèrent les propositions émises par la « base » et relayées par les chercheurs.

SOURCE

Capturing grassroots voices in the information society and sustainable development. Anusha Lall, Atanu Garai. In: *A developing connection: Bridging the policy gap between the information society and sustainable development.* Ed. Terri Willard, Maja Andjelkovic. IISD, 2005. pp.129–160 www.iisd.org/pdf/2005/networks_dev_connection.pdf

Législation d'aménagement forestier pour l'Europe et l'Asie du Nord

A fin novembre 2005, à Saint-Petersbourg, s'est tenue la « Europe and North Asia Forest Law Enforcement and Governance Ministerial Conference (ENAFLEG) ». Les termes de la Déclaration Ministérielle, ainsi que la liste d'actions en vue de l'application de la législation et de la bonne gouvernance contre l'exploitation illicite de bois dans les forêts d'Europe et d'Asie du Nord devaient y être finalisés.

En parallèle au processus ENAFLEG, des négociations intergouvernementales se sont tenues entre la Société civile et l'Industrie (CSID), dont l'objectif était d'arriver à une position conjointe sur la Déclaration Ministérielle et le Plan d'Action Indicatif.

La Déclaration Ministérielle a été adoptée par les représentants des gouvernements de 43 pays et de la Commission Européenne. Au plan national, les actions visent notamment la révision de la législation, le développement institutionnel et de capacités, ainsi que la

diminution de la pauvreté. Sur le plan international, les actions ont trait à la politique forestière internationale, au commerce et aux marchandises, à l'investigation, ainsi qu'à la collaboration dans la mise en œuvre de ladite Déclaration.

SOURCES

ENAFLEG website

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTARD/EXTFORESTS/0,,contentMDK:20636566~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:985785,00.html>

Europe and North Asia Forest Law Enforcement and Governance Ministerial Conference (ENAFLEG). Summary www.iisd.ca/download/pdf/sd/yimbvol110num5e.pdf

St. Petersburg Declaration

www.delkaz.cec.eu.int/upload/download_files/StPetersburgDeclarationEN.pdf

Mise en œuvre

Une meilleure récolte de riz avec un investissement moindre ?

Selon un communiqué de presse de l'Institute of Science in Society (ISIS), des paysans du sud du Népal ont testé pendant trois ans une nouvelle méthode de riziculture « low input », le System of Rice Intensification SRI. Grâce à celle-ci, ils ont plus que doublé leur récolte en utilisant beaucoup moins de plantons et d'eau qu'auparavant. La nouveauté de cette méthode : les plantons sont repiqués non pas après six semaines mais après deux semaines, non pas dans des terres trempées mais dans des champs drainés, et de manière plus espacée, ce qui a pour effet de renforcer les racines.

Selon ISIS, les paysans sont toujours plus nombreux à se laisser convaincre par le SRI, alors que les milieux scientifiques demeurent réticents. Des centres de recherche comme l'International Rice Research Institute (IRRI) continuent de miser sur une agriculture extensive et sur la biotechnologie. L'ISIS en vient à se demander si l'IRRI et le Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) axent vraiment leurs recherches et la valorisation des résultats sur l'amélioration du niveau de

vie des petits producteurs et des consommateurs pauvres. L'ISIS appelle les établissements de recherche à contribuer à libérer les paysans de leur dépendance à l'égard de technologies agrochimiques, à encourager l'agriculture durable, à préserver l'environnement et à protéger la santé des paysans.

Les avis au sujet des résultats du Népal ne sont pas unanimes : s'appuyant sur ses propres tests, l'IRRI met en doute l'efficacité de la nouvelle méthode de riziculture « low input ».

SOURCE

Less is More for Nepali Rice. Press Release of Institute of Science in Society (ISIS). 06.10.2005

www.i-sis.org.uk/LIMFNR.php

Pour plus d'information sur le SRI :

<http://ciifad.cornell.edu/sri/sripapers.html>

Le paiement direct – une nouvelle solution pour la coopération au développement

Lors du symposium « Santé déficiente, insécurité alimentaire et pauvreté – Comment rompre un cercle vicieux ? » organisé en octobre 2005 à Berne, un projet a été présenté sur le thème des paiements directs. Selon l'auteur, le paiement direct est le moyen le plus adapté et le plus efficace pour venir en aide aux ménages très pauvres, en admettant que ceux-ci savent le mieux comment engager le plus utilement cet argent.

Cette hypothèse a été testée dans le sud de la Zambie avec 1'000 ménages pauvres n'ayant que des possibilités limitées de s'entraider. Ces ménages ont reçu en moyenne 6 à 8 dollars par mois. Au terme d'une phase test de 5 mois, on a pu constater que 95% environ des bénéficiaires correspondaient bien au groupe de population visé. L'argent a été utilisé en priorité pour acheter du maïs mais aussi des articles d'hygiène et des habits. Étonnamment, quelques ménages ont même pu faire des économies. Certains ont investi par exemple dans l'achat

de poulets d'élevage, et des ménages de personnes âgées ont engagé une aide pour le travail des champs. Résultats : la mendicité a diminué, les enfants sont allés plus régulièrement à l'école et la situation alimentaire s'est améliorée.

Mais plusieurs facteurs font obstacle à une réalisation à large échelle de ce projet, à commencer par la nécessité de mettre en place un réseau serré de points de paiement. Les paiements directs ne sont donc qu'une stratégie parmi d'autres de l'Etat social.

SOURCE

Pilot Social Cash Transfer Scheme – Kalomo District, Zambia. Bernd Schubert. Humboldt University, Germany. Presentation at the Symposium "Poor health, food insecurity and poverty – How to break a vicious circle?" (Berne, Switzerland, 13 October 2005). Slides (17 p.) www.infoagrar.ch/symposium2005/pdf/presentation_schubert.pdf



Lorsque les parents sont décédés du sida ou d'une autre raison, les grands-parents doivent se responsabiliser pour les orphelins. (Photo : Bernd Schubert)

Promouvoir l'approche genre et le savoir indigène

En maints endroits du globe, ce sont les populations indigènes, et notamment les femmes indigènes, qui sont les acteurs de premier plan dans l'équilibre des écosystèmes naturels. Pourtant, dans le cas d'un projet de gestion des ressources naturelles, les obstacles à la prise en compte d'aspects de genre et de savoir indigène ne manquent pas.

Un guide, issu du réseau « Indigenous and gender aspects in natural resource management (IGNARM) », se base sur un état des lieux des expériences à l'intersection de ces trois thèmes. Pour les praticiens du développement, il aborde toutes les questions clés correspondant à chaque étape du cycle d'un projet, de l'identification au suivi/évaluation.

Lors de l'analyse des législations existantes, du contact avec les communautés et les institutions locales et de l'identification de la population-cible du projet, il est pri-

mordial de considérer les perspectives des hommes et des femmes, des indigènes et non-indigènes. Au moment de la conception du projet, l'apport des femmes y est essentiel, d'autant plus qu'il y est culturellement difficilement admis par les hommes.

Enfin, identifier la relation culturelle que les indigènes, femmes et hommes, ont avec les ressources naturelles, ainsi que les tâches des unes et des autres, permet de mieux définir les objectifs et activités du projet.

SOURCE

Integrating indigenous and gender aspects in natural resource management: guidelines for practitioners. Elisabeth Kiorboe... [et al.]. WWF, 2005. 48 p. www.iucn.org/themes/spg/Files/DK%20IGNARM.pdf

Apprendre à gérer la dynamique des conflits par le jeu

Trois familles vivent respectivement de la riziculture, de la culture maraîchère et d'élevage ; toutes trois sont tributaires de l'eau du lac voisin. Telle est la situation de départ du jeu de simulation « Conflict Mitigation in Communities » (CONMICOM), développé par le Centre pour le développement et l'environnement sur mandat de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC). En cours de jeu, le besoin d'eau augmente à cause de l'accroissement de la population et des nouvelles nécessités. L'approvisionnement durable en eau est en péril et des conflits se dessinent. Les familles vont-elles collaborer ou entrer en concurrence ?

Les trois groupes de 3 à 5 joueurs ont diverses possibilités d'action qui peuvent se résumer à ces quatre stratégies :

- s'imposer,
- négocier et coopérer,
- mettre en place un système efficient d'exploitation de l'eau et développer d'autres sources de revenu,
- attendre.

A l'aide de ce jeu, les joueurs apprennent à reconnaître comment les conflits se développent, à discuter de

mécanismes de négociation et de solution, ainsi qu'à étudier la situation par rapport à leur propre expérience. L'évaluation des stratégies retenues est l'élément essentiel de cet apprentissage qui peut promouvoir les compétences sociales, de résolution de problèmes et de décision. Le jeu convient comme module dans le cadre d'un cours de formation destiné p. ex. à des collaboratrices et collaborateurs de projet.

INFORMATION

Les lectrices et lecteurs qui s'intéressent à ce jeu peuvent contacter Markus Reisle de la section Prévention et transformation des conflits de la DDC :

markus.reisle@deza.admin.ch

Pour plus d'informations sur les jeux éducatifs et de simulation :

www.cde.unibe.ch/Tools/ALS_ProdServ_Ts.asp#sg

Personne de contact : Felicitas Bachmann,
Centre for Development and Environment, CDE :
Felicitas.Bachmann@cde.unibe.ch



Le jeu de simulation « Conflict Mitigation in Communities » est évalué par des collaborateurs du Central Asian Mountain Partnership à Dushanbe.
(Photo : CAMP, Dushanbe)

Gérer la demande en eau dans le secteur informel

Ces dernières années, la priorité des interventions dans le secteur de l'eau, surtout dans les régions rurales, est passée progressivement de l'approvisionnement en fonction des besoins vers une exploitation plus efficiente de la ressource « eau ». Lors d'une conférence donnée à la Direction du développement et de la coopération DDC et de l'interview consécutive avec InfoResources, Tushaar Shah a mis en évidence, comme problème névralgique, le fait que le secteur de l'eau est en majeure partie organisé de manière informelle dans les pays en développement. Or, critique-t-il, les principaux instruments de l'Integrated Water Resources Management IWRM (comme les prix de l'eau, les permis, les réglementations) présupposent un secteur formel. Pour lui, l'exploitation durable de l'eau dans une économie informelle appelle les réflexions et changements suivants :

- Des politiques de gestion de l'eau qui se justifiaient par le passé doivent être adaptées aux réalités actuelles. Pour cela, il faut avoir une compréhension approfondie de l'économie nationale des eaux.
- La gestion des ressources aquatiques ne doit pas restée confinée dans une réflexion sectorielle mais englober toute la dynamique du développement.
- Le développement des infrastructures et des services dans le secteur de l'eau doit demeurer une tâche prioritaire des gouvernements des pays peu développés.

- Les personnes directement concernées doivent être impliquées systématiquement dans la planification des interventions.
- La « technification », p. ex. l'irrigation goutte-à-goutte, contribue à une exploitation rationnelle de l'eau.
- Les méthodes de culture doivent à nouveau être davantage adaptées aux conditions climatiques et les innovations dans ce domaine encouragées.

Il demeure indispensable de créer des possibilités de revenu en dehors de l'agriculture, surtout pour les couches de population pauvres, afin de réduire la pression sur l'agriculture, et partant, sur la ressource « eau ».

SOURCE

Interview et présentation intégrales : www.inforesources.ch
Voir aussi: SDC's new Water strategy: Water 2015: Policy Principles and Strategic Guidelines for Integrated Water Resource Management. Swiss Agency for Development and Cooperation. 2005.

http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_en_25138.pdf

Version abrégée en français: Eau 2015. Principes de base et lignes directrices.

http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_25139.pdf



Tushaar Shah est chercheur en chef et directeur de la gestion durable des nappes phréatiques à l'International Water Management Institute (office régional Inde). Il a dirigé le Tata Water Policy Research Programm de l'IWMI. (Photo : InfoResources)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Infoforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :

InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch